

[Text]

nier le droit des provinces d'intervenir dans un secteur qui leur est reconnu. Je pense qu'aucune province, à moyen ou à long terme, n'acceptera cela. Il y a certaines provinces qui, à court terme, l'acceptent. Je dirais plutôt que certains ministres provinciaux y trouvent un avantage, parce qu'ils savent qu'ils vont être obligés d'intervenir d'une façon ou d'une autre. Comme ils ne veulent pas intervenir, ils trouvent la bonne porte de sortie en demandant au fédéral d'intervenir au moyen d'un régime quelconque. Donc, je réponds non à votre première question.

Je voudrais corriger une chose que vous dites et que beaucoup de gens disent. La stabilisation, et on vous l'a prouvé à plusieurs reprises, n'a pas permis le développement des productions, au Québec comme ailleurs. Je pense que ça nous cause énormément de tort que de véhiculer cette idée. C'est un des deux arguments qui nous causent le plus de tort à l'heure actuelle. Il y a celui-là, et il y a l'autre argument, qui est le même, en fait, mais vis-à-vis des Américains: les politiciens et les fonctionnaires leur ont trouvé une vraie belle excuse en dénonçant par toutes sortes de moyens les régimes de stabilisation, et particulièrement celui du Québec.

Ne nous racontons pas d'histoires. Les problèmes qu'on a avec les Américains à l'heure actuelle, c'est l'excuse qu'on emploie, mais ce n'est pas ça, la vraie raison. La vraie raison, c'est que le marché mondial est saturé. On vit cette situation depuis quelques années dans le domaine des céréales; on la vit dans le porc. Même si on n'avait pas un cent de stabilisation au Canada... Vous voyez, ils s'en viennent avec les médicaments. Éliminez les médicaments, et ils vont trouver autre chose. En fait, la raison est légitime: les producteurs américains sont au bord de la faillite; ils sont limités dans leur production et ils veulent produire selon leurs besoins. C'est cela, la vraie raison.

Ils emploient celle-là parce qu'elle fait l'affaire, parce qu'elle est présente et palpable. Ce n'est pas la vraie raison. Nous, malheureusement, on alimente ça en dénonçant à tour de bras... On est en train de faire le contraire, en fait. On devrait essayer de développer au niveau mondial un ordre nouveau des choses. On devrait dénoncer l'hypocrisie qu'il y a non seulement dans les provinces canadiennes, mais aussi dans les autres pays.

Je ne peux pas tout vous mettre sur papier. Je vous ai parlé de 50 milliards de dollars américains. Ce sont des données qu'on a de fonctionnaires et de certains sénateurs américains; ça vaut ce que ça vaut. Si vous me demandiez de vous le prouver aujourd'hui, je ne serais pas capable. Mais on est certains d'une chose: l'aide du gouvernement américain aux producteurs agricoles est passée de trois, quatre ou cinq milliards de dollars à 20 milliards de dollars en l'espace de cinq ans. Écoutez, cet argent-là a servi à quelque chose!

C'est ce qu'on devrait faire plutôt que de s'acharner à nier le droit des provinces d'intervenir dans le secteur. Quant au gouvernement fédéral, son rôle est de compléter.

Je ne me souviens plus de l'autre question.

**M. Lapierre:** Vous dites, par exemple, qu'on nie aux provinces le droit d'intervenir. Que penseriez-vous si le projet

[Translation]

provinces the right to intervene in an area which is under their jurisdiction. I think in the medium or long term, no province can accept that. Certain will accept it in the short term. I feel rather that certain provincial ministers see an advantage in it because they know they will have to intervene in one way or another. As they do not wish to do this, their solution is to ask the federal government to intervene under some system or another. So, the answer to your first question is no.

I would also like to correct the misconception which appears in your statement and which is quite widespread. We have proven on several occasions that stabilization has not allowed the development of production, either in Quebec or elsewhere. I think this misconception has caused us a great deal of harm. Indeed, it is one of two statements which is for us the source of most difficulty. The other statement, which is similar in fact but concerns Americans, is that politicians and civil servants have handed them tailor-made justification when it denounced by numerous means the stabilization systems, especially the one implemented in Quebec.

We are not making this up. The problems we have in dealing with the Americans are at the moment a handy excuse, but that is not the real reason. The real reason is that world markets are saturated. This has been happening since a few years on the grain markets and now it is affecting the pork markets. Even if not one single penny was allotted for stabilization in Canada... you see, now they are discovering new types of medication and if you eliminate these, they will find something else. In fact, the American producers have a legitimate reason in that they are very nearly bankrupt. Their production is limited and they want to produce to satisfy their needs. That is the real reason.

They use this reason because it is very handy and easy to understand. But it is not the real reason. Unfortunately, we are making matters worse by our countless denunciations. In fact we are achieving the very opposite effect. We should try to set up a new system at the international level. We should point out the hypocrisy not only of the provinces in Canada but also of other countries.

I am not able to put all this down on paper. I mentioned \$50 billion U.S. and this number was given to me by civil servants and senators in the United States. I do not know how valid it is. If you ask me to prove my point today, I could not do it. One thing is certain however: the support given by the American government to producers in the farming sector went from \$3, \$4 or \$5 billion to \$20 billion over a period of five years. Surely this money produced some effects!

This is what we should be doing rather than preventing the provinces from intervening in the agricultural sector. As for the federal government, its role is to complement these efforts.

I do not remember what the other question is.

**Mr. Lapierre:** You stated that we are denying the provinces the right to intervene. How would you react if the bill was